

12 mars 2009 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Mme Angela Merkel, Chancelière de la République fédérale d'Allemagne, sur les relations franco-allemandes, le Sommet du G20 à Londres et sur l'OTAN, à Berlin le 12 mars 2009.

MME MERKEL - Je suis heureuse de pouvoir rendre compte d'un Conseil des ministres franco-allemand tout à fait couronné de succès. Nous avons ensemble examiné les points qui sont à l'ordre du jour pour nos deux pays, pour l'Europe et pour le monde entier. Je voudrais mentionner trois points sur lesquels nous avons mis l'accent aujourd'hui.

Tout d'abord le prochain sommet de l'OTAN, co-organisé par la France et l'Allemagne. Je voudrais tout particulièrement féliciter le Président de la République et son gouvernement d'avoir pris la décision de rejoindre pleinement les structures militaires de l'OTAN. Je sais que c'est une décision courageuse. Je pense qu'elle renforce la composante européenne de l'Alliance atlantique. Compte-tenu du développement et du renforcement de la Politique européenne de défense et de sécurité, cette décision sera d'une très grande importance pour assurer sa cohérence avec l'OTAN. Nous sommes heureux d'accueillir ce sommet de l'OTAN dans quelques jours. Alors que la République Fédérale d'Allemagne célèbre ses soixante ans, nous marquerons un symbole fort du fait que la France et l'Allemagne accueillent ensemble ce sommet de l'OTAN. Et l'OTAN, l'alliance du XXIème siècle, sera ainsi enrichie de façon conséquente et constructive. D'autre part, nous avons discuté de la préparation du G20 et nous avons des positions parfaitement identiques. Il s'agit de mettre en application le plan d'action de Washington ce qui veut dire : réglementation, transparence à mettre en oeuvre sur les marchés financiers, renforcer les institutions multilatérales et donc tout faire pour qu'une telle crise ne se répète pas. Nous considérons que les plans de relance sont importants. L'Europe y a apporté son concours, la France et l'Allemagne en étroite concertation, mais en aucun cas, cela ne saurait se substituer à la nécessaire réglementation. Voilà pourquoi nous avons décidé que l'Allemagne et la France, que le Président de la République et moi-même, allons donner un signal commun avant ce sommet où, au nom de nos deux pays, nous allons clairement exprimer nos attentes à l'égard du sommet de Londres.

Troisièmement, nous avons la semaine prochaine le Conseil européen qui traite comme d'habitude de questions économiques et financières. Notre rôle est de faire en sorte que l'Europe trouve la meilleure issue possible à la crise internationale. Les Etats membres ont apporté leurs contributions et nos attentes à l'égard de ce Conseil européen, nous allons les faire valoir à la Commission et à la Présidence. Tout d'abord, il faut que le rapport de la Commission LA ROSIÈRE soit mis en oeuvre rapidement. Nous allons pour cela demander à la Commission d'y veiller. D'autre part, nous devons montrer clairement que le pacte de stabilité et de croissance, une fois que l'on sera sorti de la crise, soit remis en application, en appliquant les critères classiques de la stabilité. Ce qui veut dire qu'il faut trouver une sortie de crise vers une politique financière durable. Ce signe doit être un signal fort à l'endroit des marchés.

Les effets pro-cycliques de Bâle II doivent être atténués. Autrement dit, il ne faut pas que les

dispositions de Bâle II freinent ou détruisent la relance que nous allons, espérons-le, percevoir bientôt.

Quatrièmement, nous avons montré clairement, concernant les aides que la Commission souhaite mettre en oeuvre, que nous ne sommes pas d'accord avec ce programme d'aide actuel de la Commission. Je suis très heureuse que la France rejoigne l'Allemagne dans ses positions et nous voulons ensemble obtenir des modifications de ces projets. Ce qui est important, c'est que nous avons un nombre d'initiatives bilatérales d'importance. Je mentionnerai également que nous travaillons ensemble sur de nouvelles technologies de propulsion dans le secteur de l'automobile. Nous avons eu un Conseil des ministres très concentré, très ciblé. Notre coopération est amicale, notre coopération est approfondie. Je voudrais saluer chaleureusement les secrétaires généraux de la coopération franco-allemande, ainsi que tous les ministres qui ont préparé cette rencontre.

LE PRESIDENT - Mes premiers mots seront pour dire les condoléances émues et sincères de la France à l'Allemagne et plus particulièrement aux familles allemandes qui ont été si cruellement endeuillées à la suite de la tragédie qu'a connue l'Allemagne & tragédie, malheureusement, qui aurait pu arriver n'importe où dans le monde.

Nous avons d'ailleurs décidé de réfléchir en commun pour voir comment nous pouvons travailler pour éviter que de tels drames ne se reproduisent. Enfin, que l'Allemagne sache que la France a été bouleversée par ces événements et que par ma voix ainsi que celle du Premier ministre et des ministres, nous exprimons toute notre compassion.

S'agissant de l'axe franco-allemand, c'est peu de dire que nous avons décidé de le renforcer et de travailler complètement ensemble. Nous sommes convaincus que le Sommet du 2 avril à Londres est un rendez-vous historique, que des décisions très fortes doivent y être prises. L'Allemagne et la France, nous proposerons les mêmes propositions, nous défendrons les mêmes convictions et nous aurons une même exigence de résultat. Nous considérons qu'en Europe, on a déjà beaucoup investi pour la relance et que le problème n'est pas de dépenser encore plus, mais de mettre en place un système de régulation pour éviter que la catastrophe économique et financière ne se reproduise. Sur tous les sujets du G20, l'Allemagne et la France, nous défendrons les mêmes positions et nous nous réservons, avec la Chancellerie, de prendre une initiative commune avant le G20 que nous communiquerons le moment venu.

Naturellement, cette identité de vue sur le sommet international du G20 se traduit par la même identité de vue sur le Conseil européen des 19 et 20 mars et notamment - je ne répéterai pas ce qu'a excellemment dit la Chancellerie - notamment nous allons demander ensemble à la Commission que le rapport de LA ROSIERE sur la régulation en Europe soit traduit le plus rapidement possible en directive de la Commission et cela fera l'objet d'une lettre commune.

S'agissant de l'OTAN, je remercie bien sûr la Chancellerie pour son appréciation, mais la France souhaite que cette initiative soit comprise comme une initiative européenne pour renforcer le poids de l'Europe dans l'Alliance atlantique et une initiative franco-allemande pour renforcer le poids de l'axe franco-allemand dans le cadre de la partie européenne de l'Alliance atlantique. C'est aussi comme cela qu'il faut voir cette décision et j'ai eu l'occasion de dire à la Chancellerie combien la France était heureuse et honorée de recevoir sur son sol des soldats allemands, comme l'Allemagne est heureuse et je l'espère honorée d'avoir sur son sol des soldats français. Nous avons parlé bien sûr de beaucoup d'autres sujets, mais chaque fois nous avons clairement conscience des responsabilités que nous partageons, responsabilités bien difficiles pour que l'Europe fasse entendre sa voix dans le cadre de la crise économique et pour que nous apportions les réponses adaptées à une situation économique dont chacun sait bien qu'elle est notre premier sujet de préoccupation.

QUESTION - Il y a certains signes selon lesquels les Etats-Unis insistent en direction d'un nouveau programme de relance, apparemment la Grande Bretagne est aussi réticente en matière de régulation. Es-ce que vous pensez que les Européens parlent toujours d'une seule voix ?

MME MERKEL - C'est bien la raison pour laquelle nous parlons d'une seule voix aujourd'hui ici. Nous avons dit clairement nos convictions à l'égard du sommet du G20 et je crois que cette conviction doit se répercuter clairement dans les documents de ce Sommet, c'est ce qu'attendent les hommes et les femmes de nos pays. Au Conseil européen nous allons consolider ce que nous

ies hommes et les femmes de nos pays. Au Conseil européen nous allons consolider ce que nous avons décidé à Berlin. Gordon BROWN était là à la réunion de Berlin, je suis donc confiante que la position européenne n'a pas changé par rapport à la rencontre de Berlin.

LE PRESIDENT - Notre exigence, je dis bien exigence, c'est que le Sommet de Londres se traduise par des résultats, c'est cela qui compte, c'est cela que les peuples du monde attendent. A Washington, nous avons posé des principes et Angela MERKEL et moi, nous avons défendu les mêmes principes. A Londres, nous voulons des résultats. Est-ce qu'il y a le même enthousiasme que le nôtre et le même volontarisme ? Nous l'espérons, mais au cas où cela ne serait pas le cas, nous avons décidé que l'Allemagne et la France parleraient d'une même voix et feraient entendre la même force.

MME MERKEL - Si je ne me trompe, c'était une question allemande et pas une question française par laquelle nous avons commencé.

QUESTION - C'est une question qui s'adresse au Président SARKOZY, à Madame la Chancelière. C'est à propos de l'usine de pneumatiques allemande Continental qui a décidé de fermer deux sites, l'un en France, l'un en Allemagne et cela malgré les plans d'aide à l'automobile que vous avez tous les deux lancés. Est-ce que vous pensez qu'il faudrait améliorer ces plans pour que d'autres surprises comme cela n'arrivent pas ?

MME MERKEL - Nous avons eu un échange sur cette question et nous allons voir avec l'entreprise pour nous assurer s'il y a eu des promesses qui n'auraient pas été tenues. Cela nous allons pouvoir nous en assurer, en tout cas côté allemand, et il faut bien voir que ce n'est pas une seule usine qui ferme dans un pays, l'Allemagne est également touchée. La situation est difficile, mais nous allons nous informer.

LE PRESIDENT - Ecoutez, nous avons fait un plan automobile en France pour éviter ce genre de problèmes. Il s'agit de Continental et du Groupe Schaeffer. Nous comprenons les problèmes de cette grande entreprise, nous en avons parlé avec la Chancelière mais si nous comprenons les problèmes, il faut premièrement que les promesses qui ont été prises en novembre soient tenues et deuxièmement que les procédures soient respectées.

Je crois que chacun comprend qu'il y a une grande émotion en France et je suis persuadé qu'il y en a une aussi en Allemagne. J'ai cru comprendre que Continental avait annoncé qu'il doublait ses aides pour la reconversion, c'est un premier pas et j'ai dit à la Chancelière combien nous serions vigilants premièrement au respect des procédures et deuxièmement au respect de la parole donnée, parce que mettez vous à la place des ouvriers qui n'y sont pour rien et qui paient les conséquences d'une crise dont ils n'ont pas la responsabilité. Je parle tout autant pour les ouvriers en Allemagne qu'en France.

QUESTION - Madame la Chancelière est-ce que les petits ou moyens membres de l'Union européenne ne se sentent pas un peu mis sous tutelle s'il y a trop d'accords et de convergences franco-allemands par rapport au Sommet mais d'une façon générale et Monsieur le Président pour ce qui est du Sommet de l'OTAN outre le franchissement symbolique du Rhin, hier nous étions à Kehl et à Strasbourg avec l'office fédéral de presse et outre le retour plein et entier dans les structures de l'OTAN, qu'attendez-vous de ce Sommet du 3 et du 4 avril ?

MME MERKEL - En ce qui concerne votre première question, ce que je voudrais dire, c'est que nous ne prenons pas des initiatives, nous ne consommons pas des idées dirigées contre d'autres états-membres. Nous nous accordons avec la Présidence. La République tchèque n'est pas un grand pays membre et dimanche dernier nous en avons parlé au Sommet extraordinaire, au sommet informel pour voir comment les résultats de Berlin pourraient être mis en oeuvre. Nous avons reçu un fort soutien. La semaine prochaine, il y a le Conseil européen et nous allons bien sûr avoir des échanges à ce sujet mais il est important néanmoins que la France et l'Allemagne élaborent des positions communes parce que pour beaucoup d'autres états-membres cela signifie que nous n'allons pas attendre le Conseil pour commencer à nous mettre d'accord, voir diverger mais qu'au contraire on a développé des orientations communes et je crois que c'est plutôt apprécié. Vous savez quand la France et l'Allemagne ne sont pas d'accord tout le monde est désolé et effaré et si la France et l'Allemagne sont trop d'accord, les autres vont dire : on ne peut plus rien faire de notre côté. Nous sommes tolérants, nous sommes prêts au compromis. On ne demande

jamais que les 27 répètent servilement ce que la France et l'Allemagne déclarent mais je crois qu'il vaut mieux que nous ne querellions pas.

LE PRESIDENT - Comme la Chancelière, je crois que ce qui inquiéterait nos vingt-cinq partenaires, c'est qu'il y ait des disputes et des divisions entre l'Allemagne et la France. Il y a de quoi inquiéter ! Deuxièmement, cela fait bien longtemps que je pense que si l'Europe a été pendant tant d'années en panne, c'est parce que des grands pays n'ont pas pris toutes leurs responsabilités pour faire avancer l'Europe. On ne peut pas reprocher à la Chancelière et à moi-même de tout faire pour rapprocher nos positions et pour entraîner tout le monde et cela devrait plutôt rassurer tout le monde.

En général, à chaque conférence de presse on nous demande quel est l'état de nos relations, mais franchement là je vous remercie parce que je vois que cela progresse puisque vous nous demandez donc si l'on ne s'entend pas trop bien sur le dos des autres. On s'entend très bien et ce n'est pas sur le dos des autres. J'ajoute qu'avec les difficultés que nous connaissons en France, les difficultés que nous connaissons en Allemagne, les difficultés que l'on connaît en Europe, les difficultés que l'on connaît dans le monde, si en plus on avait sur le dos une division entre l'Allemagne et la France, je ne vois vraiment pas qui en profiterait. Il me semble que c'est vraiment une question de responsabilité politique, franchement.

Deuxièmement, sur le Sommet de l'OTAN, l'entente entre l'Allemagne, et la France, c'est quand même un symbole fantastique. La Chancelière disait tout à l'heure en session : « mais qui aurait pensé, 60 ans après que l'on se retrouverait pour le 60ème anniversaire à faire un Sommet Allemagne et France ensemble ». C'est la plus belle image que l'on puisse donner. Il ne s'agit pas de vivre dans la nostalgie, c'est extraordinaire que l'on donne cette image. Nos prédécesseurs ont réconcilié nos deux pays, il nous appartient de faire vivre cette réconciliation, non pas pour se tourner en permanence vers le passé. Et puis sur le plan de l'OTAN, nous demandons une nouvelle stratégie après celle de 1999. Le monde a changé, il est quand même utile d'avoir une réflexion sur la stratégie de l'OTAN. Ce n'est insulter personne que de dire cela et il me semble que la France est plus cohérente lorsqu'elle demande une nouvelle stratégie, de participer à l'élaboration de cette stratégie plutôt que de dire : définissez une stratégie sans nous et puis après on viendra.

On demande aussi, et les déclarations de la nouvelle administration américaine sont de ce côté-là très prometteuses, que nos amis américains comprennent que la politique européenne de défense, ce n'est pas un risque pour eux, c'est un atout et dire à nos partenaires européens : il y en a quand même vingt-et-un qui sont dans la structure de l'OTAN sur vingt-sept. On ne vous demande pas de choisir entre votre amitié avec les Etats-Unis ou la politique européenne de défense, on veut les deux parce que c'est l'intérêt des Etats-Unis d'Amérique d'avoir un allié fort, qui est l'Europe. Voilà, en peu de mots, ce que l'on essaie de faire et il me semble que c'est cohérent, que c'était attendu. Ce qui change peut-être dans notre pays, c'est qu'avec François FILLON, avec Bernard KOUCHNER, avec Hervé MORIN, nous avons voulu un vrai débat. Ce qui permet de dire à la Chancelière : voilà, c'est le choix de la France, pas un choix dissimulé, pas un choix caché et un choix transparent et un choix assumé.

QUESTION - Bonjour, je voulais savoir quelles mesures concrètes vous comptez prendre pour lutter contre les paradis fiscaux ?

LE PRESIDENT - Je ne sais pas ce qu'en pense la Chancelière mais pour moi, il y a une règle : est-ce que l'on va les désigner ? Est-ce que, les vingt, nous allons avoir le courage ou non de dire : voici quels sont les paradis fiscaux, que leur demande-t-on ?

Deuxièmement, on ne reproche à aucun Etat d'avoir des taux de fiscalité très bas, mais la règle c'est de dire d'où vient l'argent et qu'en font-ils. Si on pouvait dire : voilà les paradis fiscaux et voilà les obligations de transparence qu'on leur met. Je vois que certains Etats ont annoncé qu'ils renonçaient au fameux secret bancaire, je trouve que cela va dans le bon sens. Renoncer au secret bancaire ne veut pas dire renoncer à la protection de la vie privée ! Mais dire d'où vient l'argent et où va-t-il, cela me semble un minimum.

MME MERKEL - Déjà à Washington nous avons dit que tout produit, tout acteur, toute place dans

le monde doit être transparente. Tout comme Nicolas je suis favorable à ce qu'il y ait une liste de lieux dans le monde où ces critères ne sont pas remplis, lieux qui ne sont pas coopératifs. Je vois avec beaucoup d'intérêt que les choses bougent un peu avant le Sommet de Londres. Donc le fait que nous ayons adopté cette mission commune commence à porter ses premiers fruits. Plus nous dirons clairement que ceux qui ne coopèrent pas seront énumérés dans une liste, plus ceux-là rechercheront la coopération. Je suis optimiste, mais il faut exiger cela et l'obtenir avec détermination.

Merci.